

1 AVRIL 2016

CONF160401-CS

# Conférence de presse du Représentant permanent de la Chine et Président du Conseil de sécurité pour le mois d'avril

- CONSEIL DE SÉCURITÉ

## CONFÉRENCES DE PRESSE

Le programme de travail du Conseil de sécurité au mois d'avril sera chargé, avec pas moins de 30 séances, dont une ce soir même à 19 heures sur la situation au Burundi, a annoncé, en fin d'après-midi, le Représentant permanent de la Chine auprès des Nations Unies, M. Liu Jieyi, qui assume la présidence mensuelle de l'organe chargé du maintien de la paix et de la sécurité internationales.

Parmi les temps forts, le Président du Conseil a cité trois débats publics, dont un, le 14 avril, sur les menaces posées par les actes de terrorisme, au cours duquel le Secrétaire général de l'ONU, M. Ban Ki-moon, prendrait probablement la parole, ainsi que des victimes du terrorisme. Le 21 avril, « à l'initiative de la Chine, de l'Angola et du Sénégal », le Conseil tiendra un autre débat thématique sur la piraterie dans le golfe de Guinée, dans le cadre des efforts de consolidation de la paix en Afrique de l'Ouest.

Ce débat se déroulera en présence du Représentant spécial du Secrétaire général pour la région, M. Mohammed Ibn Chambas et devrait donner lieu à l'adoption d'une déclaration présidentielle. « L'objectif est d'attirer l'attention de la communauté internationale sur cette question déjà examinée en 2011 et 2012, de susciter un soutien renforcé aux pays de la région dans la lutte contre la piraterie et d'améliorer la coopération », a souligné le Président.

Outre le débat trimestriel du Conseil de sécurité sur la situation au Moyen-Orient, le 18 avril, le Conseil organisera un débat public sur la lutte contre le terrorisme, qu'en consultation avec le Président de l'Assemblée générale, il a décidé de tenir en amont de l'examen de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies, au mois de juin. « Nous sommes convaincus qu'il devrait y avoir davantage de coordination entre le Conseil et l'Assemblée », a déclaré M. Jieyi. La note de cadrage que diffusera la Présidence portera sur les tendances et la réponse internationale pour bloquer les financements des terroristes, mener une action plus coordonnée et déterminer le rôle que pourrait jouer l'ONU.

Les 26 et 28 avril, le Conseil, a poursuivi le Président, a l'intention de proroger les mandats de la Mission multidimensionnelle de stabilisation intégrée des Nations Unies en République centrafricaine (MINUSCA) et de celle pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO). M. Jieyi a espéré que le mandat actuel de la MINURSO serait prorogé « sans heurts ».

Parmi les autres questions africaines, la situation « complexe » en Somalie figure en bonne place ce mois-ci, avec une réunion d'information publique le 19 avril, dont le Président a espéré qu'elle contribuerait au renforcement des « dynamiques positives » dans ce pays et aiderait le Gouvernement à stabiliser l'ensemble du territoire. Par ailleurs, le Conseil de sécurité entendra des exposés sur les activités de l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour (MINUAD) le 6 avril et sur l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI), le 12.

Au cours de ce mois d'avril, le Conseil se penchera à plusieurs reprises sur la situation en Syrie: sur le volet politique du conflit, le 12, et sur le volet humanitaire, les 13 et 28 avril. « L'amélioration de la situation humanitaire dans le pays a été inégale », a relevé le Président du Conseil.

D'une manière générale, a-t-il noté, le Moyen-Orient retiendra l'attention des membres du Conseil de manière significative, avec la réunion d'information sur le Yémen le 15 avril, qui vient s'ajouter au débat public du 18 avril centré sur la Palestine. « S'agissant du Yémen, les pourparlers entre pays concernés se poursuivent », a assuré le Président, qui a expliqué que les délibérations du Conseil contribueraient à promouvoir les négociations et à améliorer les conditions du respect du cessez-le-feu, pour ouvrir ainsi la voie à une solution négociée entre les parties. Le succès d'une telle entreprise dépendra aussi de la volonté politique des États de la région, a fait observer M. Jieyi.

Le Président du Conseil de sécurité a qualifié de « honte » les abus sexuels dont se seraient rendus coupables des Casques bleus de l'ONU. « Nous devons aborder cette question avec toute l'autorité du Conseil dont les membres ont examiné la question sous différents aspects. Une meilleure formation, une discipline plus stricte et un mécanisme plus efficace de contrôle de la violence sexuelle sont nécessaires. Bien qu'elle ne figure pas dans le programme d'avril, la question n'échappera pas au suivi du Conseil, a assuré le Président.

**À l'intention des organes d'information • Document non officiel.**

**À l'intention des organes d'information • Document non officiel.**